

# Compte rendu du congrès d'études de Rouen

→ par le secrétariat national

Le congrès d'études du SNESUP-FSU a rassemblé, les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin, 80 congressistes mandaté-e-s par leur section locale et 10 invité-e-s issu-e-s des syndicats de la fédération, des organisations de jeunesse et de la société civile. En voici un premier bref compte rendu, le numéro de rentrée, en septembre, fera plus de place aux travaux de ce congrès.

Organisé par la section de Rouen et les personnels du siège, ce congrès d'études aura permis d'allier convivialité et analyse. Après une soirée au cours de laquelle la projection du film *Merçi Patron!* a initié des réflexions sur le syndicalisme et ses modalités d'action, les deux journées de congrès ont été rythmées par un premier débat en plénière sur les enjeux d'actualités, suivi de deux demi-journées de travail en commissions parallèles, puis d'une table ronde sur les statuts, les carrières, les missions et les rémunérations. Le congrès s'est terminé par une demi-journée de synthèse et de votes. La soirée festive sur les docks du quai de Seine de Rouen a permis à certains de pousser la chansonnette tandis qu'une délégation allait à la rencontre des communards du collectif « Nuits debout » de l'église Saint-Nicaise (évacués lundi 6 juin à 8 h 30 par les CRS et le RAID). Ce congrès a aussi permis faire découvrir le nouveau logo de notre syndicat qui se déclinera bientôt sur nos supports de communication. Pierre Hébert, camarade du SNASUB-FSU et administrateur de la Maison de l'Université, et Jean-Paul Lainé, coordinateur des sections locales pendant de nombreuses années, ont ouvert notre congrès. J.-P. Lainé a rappelé nos valeurs, nos combats et l'importance du syndicalisme. Hervé Christofol, secrétaire général, a positionné les enjeux des travaux du congrès dans le contexte d'un mouvement social puissant et d'un gouvernement qui réduit la dépense publique. Le débat général a également rappelé les enjeux politiques et syndicaux historiques des mobilisations en cours et l'insuffisance du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). Le président de la République, la ministre et le secrétaire d'État ont reconnu que le budget devait être augmenté et ont promis un plan pluriannuel de financement de l'ESR. Les travaux se sont ensuite structurés en trois thèmes.

## IMPACTS ET ALTERNATIVES AUX POLITIQUES DE FINANCEMENT ET DE MANAGEMENT PAR APPEL À PROJETS

Le processus de Bologne (1999) et la stratégie de Lisbonne (2000) ont injecté au niveau européen le « virus » de l'économie des savoirs et de leur marchandisation. Les appels à projets sont un des leviers politiques de cette transformation néolibérale de l'ESR. Une alternative est de défendre la hausse significative du budget récurrent et de lutter contre les seuls critères de rentabilité économique tout en refusant les politiques d'excellence. Une autre conception de la recherche doit rester possible : temps long, coopération, programmes et politiques scientifiques définis démocratiquement. La synthèse de ce thème a été adoptée à l'unanimité.

## CONSTRUCTION DE PARCOURS DE FORMATION POUR LA RÉUSSITE DU PLUS GRAND NOMBRE

Les formations universitaires doivent être accessibles à tous ceux qui en respectent les prérequis. C'est pourquoi, nous plaçons pour l'élaboration d'une cartographie (quels masters recrutent dans quelles licences) qui servirait de base pour l'orientation. Ainsi, les étudiants diplômés de licence sauraient dans quels masters ils peuvent, de droit, poursuivre leurs études. S'ils veulent choisir une autre voie, alors ils devront soumettre leur dossier à un jury d'admission. Réussir la démocratisation de l'ESR suppose de revoir et d'adapter la pédagogie à la diversité des profils. Nous plaçons aussi pour une adaptation des parcours : il devrait être possible de proposer à un étudiant qui en a les capacités de valider une licence en deux ans, et à un autre qui a eu un autre parcours, de la valider en quatre ans.

La synthèse de ce thème a été adoptée à la majorité simple.

## RENOUVEAU DU SYNDICALISME : PRATIQUES, CADRES, STRUCTURES, FORMES DE MILITANTISME ET DE MOBILISATIONS

Cette commission a invité des associations et collectifs représentant les jeunes collègues (les Précaires de l'ESR et la CJC) ainsi qu'une délégation de « Nuit debout » de Rouen, pour qu'ils nous fassent part de leur perception des organisations syndicales et de leurs préoccupations. Nous avons constaté une méconnaissance alimentant la méfiance. Nous devons mieux communiquer, avec un discours moins stéréotypé, des modes de communication plus adaptés aux jeunes et favoriser des temps de convivialité. Nos modalités d'actions principales restent la grève et la manifestation. Les modes de mobilisations alternatifs utilisés par Science en marche ou la Ronde des obstinés demandent un engagement physique et une mise en scène qui ne va pas de soi dans notre milieu. La synthèse de ce thème a été adoptée à l'unanimité.

Un état d'avancement des négociations entre les partenaires sociaux et l'État,

▼  
Réussir la démocratisation de l'ESR suppose de revoir et d'adapter la pédagogie à la diversité des profils.  
▲

dans le cadre de l'agenda social, a été présenté au cours d'une table ronde. Les nouvelles grilles de salaires de professeurs certifiés ont été présentées et il a été rappelé que sans rapport de forces, ces négociations ne sont que des monologues stériles.

Le congrès a appelé à un rassemblement à Paris le 21 juin 2016 à l'occasion de la réunion conclusive. L'appel du congrès a été adopté à l'unanimité, le SNESUP-FSU est rassemblé pour le développement du service public de l'ESR. ●